Force Ouvrière

AXA FRANCE

12 septembre 2006

« L'OPPORTUNITE QUE REPRESENTA L'EVOLUTION DE LA PYRAMIDE DES AGES D'AXA FRANCE DANS LES ANNEES A VENIR POUR METTRE EN PLACE, PROGRESSIVEMENT, LA DELOCALISATION NE SE RENOUVELLERA PAS AVANT LONGTEMPS »¹.

Face à la demande unanime de tous ses membres, la direction a été obligée d'adresser au CCE un dossier incomplet, mais plus conséquent, sur son projet Ambition 2012.

Ce document (104 pages)², présenté au CCE du 5 septembre 2006, confirme, en tous points, l'analyse de Force Ouvrière publiée dans un de nos précédents tracts et dans lequel nous écrivions : « *C'est par tous les bouts que la direction entend réduire les coûts salariaux. Ambition 2012 est donc une véritable déclaration de guerre contre les salariés* ».

Dès le début de son document la direction donne le « La » en écrivant : « *Les résultats 2005 (d'un niveau jamais atteint - NDLR) d'Axa France, quoique satisfaisants, ne peuvent en aucun cas garantir à eux seuls de bons résultats pour les exercices à venir ...* ».

L'objectif de la direction est clairement affirmé : garantir, dans la durée, aux actionnaires des profits au moins égaux (voire supérieurs) à ceux de 2005.

Pour cela, et uniquement pour cet objectif, la direction, partant du postulat (donc par nature non démontré) « *qu'il faut être convaincu que la globalisation des échanges est irréversible techniquement, économiquement, culturellement* », entend mettre en place une « *organisation internationale du travail* » garantissant « *un niveau de compétitivité conforme aux exigences du marché* » dans laquelle « *la délocalisation permet un alignement sur les pratiques de la concurrence ou donne un avantage compétitif* ».

Et de préciser « *la compétitivité de l'entreprise passe par le niveau de coûts pour la fabrication, la commercialisation et la gestion de ses produits. En la matière Axa France a stratégiquement besoin de veiller à la réduction régulière de ses coûts unitaires* ».

Ainsi, pour garantir les profits des actionnaires, la direction entend réduire régulièrement (*il y aura donc une suite à Ambition 2012*) les « coûts de production » qui, dans le secteur de l'assurance, sont essentiellement « le coût du travail » (salaire, locaux...).

De là, découle une série de mesures qui toucheront tous les salariés d'Axa France à travers :

- **Des gains de productivité, par notamment** « *l'automatisation des tâches administratives, l'organisation de transferts de tâches ou d'actes vers les réseaux ou les clients, la diminution des lignes hiérarchiques, ...* »
- **L'externalisation, la sous-traitance et/ou la délocalisation** de nombreuses activités. Y sont « éligibles » notamment : « *Système d'information technologiques, formations, métiers de l'informatique, l'immobilier, l'administration du personnel, les achats, l'encaissement des fonds, la logistique des sites, la logistique de production et des services, la santé individuelle...* ». La liste n'est pas exhaustive.

¹ Extrait du document de la direction remis au CCE.

² Ce document est à la disposition, y compris par courriel, auprès des militants FO.

Au-delà des chiffres annoncés par la direction, ce sont donc des milliers d'emplois qui seront externalisés et/ou délocalisés et, au-delà, là aussi, des propos lénifiants de la direction, les emplois d'assurances « restants » seront, du fait de leur industrialisation, pour la plupart déqualifiés.

C'est cyniquement que la direction précise « *L'opportunité que représente l'évolution de la pyramide des âges d'Axa France dans les années à venir pour mettre en place, progressivement, la délocalisation ne se renouvellera pas avant longtemps* ». Une telle déclaration se passe de commentaire.

Face à cette situation, l'unité des syndicats ne doit-elle pas se réaliser pour rejeter le « volet social » d'Ambition 2012 ?

Rencontre de tous les syndicats

Le 5 septembre 2006, tous les syndicats se sont rencontrés au sujet d'Ambition 2012. Un premier échange a eu lieu.

Une prochaine rencontre est programmée pour le 13 septembre.

Courant juillet, la CGT et FO, non signataires de l'accord GPEC³, se sont rencontrées et ont constaté leur accord sur l'analyse de la situation. Dans une lettre commune en date du 26 juillet 2006, elles en ont fait part à toutes les autres organisations, considérant par ailleurs qu'une action devrait être menée « *dans les meilleurs délais, avec les salariés et l'ensemble des organisations syndicales pour :*

- *Le retrait du projet « Gagner la préférence-Ambition 2012 »,*
- *Aucune externalisation, aucune délocalisation,*
- *Le maintien de tous les emplois, en France et des sites en régions.*
- *L'embauche en CDI. »*

Le document de la direction, remis pour la réunion du CCE du 5 septembre 2006, confirme la justesse de ces revendications et la nécessité de combattre pour le retrait du « volet social » du projet de la direction.

Ambition 2012 est un tout. Il comprend les délocalisations, les externalisations, la fermeture de sites...

Peut-on accepter les délocalisations ? Avec les délocalisations, tout emploi perdu est un emploi en moins pour nos enfants, c'est l'absence de financement de nos régimes de protection sociale !

Peut-on accepter les externalisations ? En externalisant, Axa facilite et transfère à « une société tiers » le soin de réduire les coûts salariaux. Par ailleurs, aucune garantie n'est donnée que, demain, les emplois externalisés ne soient pas délocalisés.

Peut-on accepter la fermeture des sites ? L'objectif de ces déménagements n'est pas l'amélioration des conditions de travail des salariés, mais l'augmentation des profits. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir les conséquences négatives pour le personnel du déménagement à Nanterre et le projet politico/économique de la Tour Axa dans lequel serait engagé Axa REIM France. De plus, avec les externalisations et les délocalisations, c'est, à terme, à coup sûr, la fermeture de nombreux sites du fait d'effectifs trop restreints.

Peut-on combattre les délocalisations et les externalisations sans réclamer l'embauche en CDI ? Aujourd'hui, tous les services sont volontairement en sous-effectifs. En multipliant par 2 le chiffre d'affaires d'ici 2012 (projet Ambition 2012), c'est la garantie d'un accroissement conséquent de la charge de travail de tous les services. A l'évidence, sans embauche, c'est l'activité qui partira. **L'absence d'embauches, ce sont les externalisations et les délocalisations assurées.** L'embauche en CDI c'est : embauche immédiate sur tous les postes vacants, remplacement poste par poste de tous les départs et embauches dans tous les services en fonction des besoins.

C'est, comme le souligne la lettre commune de la CGT et de FO, parce que le projet de la direction « n'est ni amendable, ni négociable » que l'unité la plus large doit se réaliser, pour exiger :

- ***Le retrait du projet « Gagner la préférence-Ambition 2012 »,***
- ***Aucune externalisation, aucune délocalisation,***
- ***Le maintien de tous les emplois, en France et des sites en régions.***
- ***L'embauche en CDI. »***

³ Pour FO, la GPEC a pour seul but (voir nos tracts sur cette question) de faire prendre en charge par les syndicats, les externalisations et les délocalisations au nom de la « nécessité économique ».